

du Dominion n'ayant aucune couverture; inflation pure et simple. Le gouvernement avait émis des billets pour quarante millions.

Q. Voulez-vous nous dire quelle proportion il y avait entré ces cinquante millions et le montant entier en circulation?—R. Le gouvernement a permis l'émission de billets dans une proportion de 30 p. 100 au-dessus des garanties de couverture.

Q. Alors quelle a été la proportion de cette émission par les banques et par le gouvernement en comparaison du volume entier des affaires dans le pays pendant cette période?—R. C'est-à-dire quel était le rapport entre cette émission et le volume total des billets du Dominion en circulation auparavant?

L'hon. M. STEVENS: Soyez juste au sujet de cette question. Le rapport d'expansion est donné par la comparaison entre ce montant de quarante ou cinquante millions, et le montant total des billets émis par le Dominion.

M. WOODSWORTH: Non, monsieur Stevens, ce n'est pas ce que je veux savoir. Ce que je veux établir, c'est que les banques ont augmenté le crédit pour fins industrielles et manufacturières de tous genres, grâce à cet appoint d'argent, ou en réalité grâce à cette augmentation du volume de la circulation fiduciaire. Il peut être vrai que le gouvernement ait augmenté l'émission de ses billets, mais je voudrais savoir la proportion qu'il y avait entre le volume additionnel de billets du Dominion et le montant additionnel de facilités de crédit dans tout le pays.

Le TÉMOIN: On peut vous faire ce calcul et vous le remettre plus tard, mais c'est un problème très difficile; il vous faudrait fixer des dates ainsi que d'autres données.

*Le président:*

Q. Serait-il dangereux de permettre le contrôle du crédit d'un pays comme les Etats-Unis par une commission? Supposons que la Trésorerie dise: "Nous allons faire cesser ces prêts d'argent, car il est temps d'y mettre un frein"; peut-il se trouver un ministre des finances qui prenne cette responsabilité?—R. Je ne le crois pas.

L'hon. M. ROBB: Quelqu'un préconise-t-il ce système?

Le TÉMOIN: Je ne crois pas que le gouvernement actuel ose faire cela, et c'est pourquoi les directeurs de la Commission fédérale sont nommés par le président lui-même.

*M. Irvine:*

Q. Le gouvernement a assumé cette responsabilité. Avez-vous étudié le diagramme de la déflation en Canada vers la fin de la guerre, la descente du sommet de l'inflation au point le plus bas de déflation, puis celui du même phénomène aux Etats-Unis pour établir une comparaison entre les deux?—R. Non, je n'ai pas fait cette comparaison.

Q. Si vous faites cette comparaison, vous verrez que la déflation au Canada s'est produite brusquement en crise, tandis qu'aux Etats-Unis la déflation n'est pas encore complète, et que les autorités maintiennent le crédit du pays en grande partie par une simple mesure de contrôle.—R. Je crois avoir donné les faits déjà. Ni le système de réserve fédérale, ni aucun autre système fédéral, ne peut contrôler les prix. Ce système est dirigé par une seule personne, et celle-ci ne peut donner que son opinion.

Q. Je pense qu'il est futile de demander à un représentant des banques associées de consentir à un changement qu'il juge non nécessaire; il déclare que non seulement le contrôle n'est pas nécessaire, mais qu'il est impossible. C'est pourquoi nous ne demanderons pas à l'Association des banquiers de nous éclairer à ce sujet, et vous ne serez pas offusqué si nous nous adressons ailleurs, car nous croyons que ce contrôle est nécessaire et que nous l'aurons.